

ÉDITORIAL FRÉDÉRIC ROHART

Réformer la zone euro

La dernière chance, c'est maintenant

En prenant les manettes de la Commission européenne, Jean-Claude Juncker avait dit incarner «l'Europe de la dernière chance». Un an et demi plus tard, le vote des Britanniques assombrissait un tableau déjà très obscur. Alors que la crise financière et budgétaire avait fait monter le niveau de défiance entre les États membres à un stade inédit, le populisme entamait son travail de sape.

Puis, le ciel s'est éclairci, presque soudainement. Sous l'effet de la défection britannique, les Européens se sont serré les coudes et les partis extrêmes ont enchaîné les défaites – en Autriche, aux Pays-Bas, en France. Et ce mouvement de cohésion s'est renforcé face aux outrances professées à coups de tweets depuis la Maison-Blanche. Les Européens re-

C'est le moment. C'est maintenant qu'il faut faire le grand bond en avant dont la zone euro a un impérieux besoin.

trouvent confiance en leur Union: c'est leur unique planche de salut.

Mais derrière cette unité affichée, la planche vacille. La confiance entre les pays de la zone euro n'est pas réapparue par enchantement, et si rien ne change, la petite musique populiste va repren-

dre du coffre pour prospérer sur ces pays-du-sud-dépensiers-qui-mettent-en-péril-la-monnaie-unique et ces pays-du-nord-obtus-et-incapables-de-solidarité.

C'est le moment. C'est maintenant qu'il faut faire le grand bond en avant dont la zone euro a un impérieux besoin. Les pères fondateurs de l'euro n'ont pas eu la force de bâtir l'union politique indispensable à l'équilibre de notre zone monétaire. Les pays de l'euro ont besoin d'un trésor commun pour soutenir l'investissement public lorsque l'économie flanche. Et ils ont besoin d'un véritable ministre européen des Finances, qui rende des comptes devant le Parlement européen, pour asseoir la légitimité démocratique des décisions prises.

En présentant mercredi ses pistes sur le sujet, la Commission européenne n'a jamais été aussi loin dans la réflexion. Il faut d'urgence que les États membres s'approprient le débat. Et montrent aux Européens que leur Union avance vers plus de cohérence, plus de transparence. Plus de confiance, aussi. C'est sans doute la dernière chance.